

peuples civilisés et avant tout parcequ'on ne met pas à mort un homme qui ne peut être considéré comme responsable, puisqu'il est fou.

A Montréal, à Québec et dans les principales villes de la province on a organisé des assemblées publiques et on a voté des résolutions protestant contre la condamnation et demandant grâce.

L'agitation constitutionnelle s'est étendue même au-delà de nos frontières. Tous les groupes canadiens-français des Etats-Unis ont envoyé des protestations. Quelques-uns accusent ouvertement le gouvernement canadien d'injustice, d'autres demandent l'extradition du prisonnier en sa qualité de citoyen américain. Le mouvement se propage maintenant, même de l'autre côté de l'Atlantique; en effet, nous apprenons qu'une société philanthropique anglaise vient d'envoyer au gouvernement d'Ottawa une requête demandant la grâce de Riel.

Cette manifestation de la volonté de tout un peuple, cette prière universelle demandant la grâce d'un homme, réclamant la justice aussi bien que la clémence, ne peut manquer d'être écoutée; feindre de l'ignorer serait presque un crime.

La question du procès de Riel, et de sa plus ou moins grande culpabilité a déjà été traitée à tous les points de vue. Nous n'en parlerons donc pas. Mais nous sommes convaincu que les autorités céderont devant le vœu populaire et que Riel sera, sinon mis en liberté, au moins sauvé de l'échafaud.

Nous avons eu à la fin de ce mois, pour nous distraire des tristes préoccupations que donnent les affaires du Nord-Ouest à tous les bons patriotes, un spectacle bien fait pour réjouir nos cœurs de Français: nous voulons parler du premier voyage du paquebot le *Damara* et des visiteurs qu'il nous a amenés.

L'inauguration d'une ligne directe de paquebots entre le Havre et un port de la Puissance et l'arrivée de la délégation Française à Halifax, à Québec et enfin à Montréal ont consacré la reprise des relations depuis si longtemps interrompues entre la France notre mère-patrie et le Canada.

Comme quelqu'un l'a dit dans un des nombreux discours qui ont été prononcés en cette circonstance, cent ans après que le dernier soldat de la France avait quitté les bords du Saint-Laurent, les yeux des Canadiens étaient encore fixés sur l'horizon du côté de l'Océan pour tâcher de voir si ceux qui étaient partis n'allaient pas revenir; nous pouvons dire aujourd'hui qu'ils sont de retour, et, si nous en croyons toutes les assurances qui nous ont été données, les relations reprises ne seront plus interrompues.

Parmi les visiteurs qui nous sont venus, il y a des représentants du clergé, de la magistrature, de l'industrie, du commerce et de la presse; nous espérons qu'ils rapporteront de leur voyage tous les éléments